

d'ailleurs

nous
sommes

d'ici

37

Le Collectif 37 des Travailleurs Sans Papiers

son Comité de Soutien

et D'ailleurs Nous Sommes d'Ici 37

vous invitent à la

dailleursnoussoyommesdici37@gmail.com

Journée Internationale des Migrants

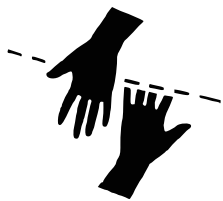


Samedi 17 Décembre

**Rassemblement , Animations, Rencontres, Discussions
de 15H à 19H - Place Jean Jaurès**

(devant le Palais de Justice)

La Solidarité Contre la Peur et l'Exploitation



Le 18 décembre 1990, l'assemblée générale des Nations unies adoptait une convention pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leurs familles, tout au long du processus de migration, en "considérant la situation de vulnérabilité dans laquelle [ils] se trouvent fréquemment". Cette convention reste inapplicable car la France, ses partenaires européens et la plupart des pays d'immigration éludent sa ratification...

« On lâche rien de nos droits »

Depuis le 12 juillet 2011 nous nous sommes constitué en Collectif de Travailleurs Sans-Papiers, composé à ce jour d'une vingtaine d'hommes et de femmes à qui la Préfecture d'Indre-et-Loire a refusé le renouvellement de nos titres de séjour, dont la plupart d'entre nous bénéficient depuis 4, 5, 6... années, voire plus.

Munis d'autorisation de travail, nous avons donc vécu de notre travail parfaitement légalement. Nous avons effectué notre formation professionnelle ici et avons, comme tous les salariés, payé nos impôts et nos cotisations. Nos enfants sont scolarisés ici.

Nous nous retrouvons donc dans la situation d'être des « sans-papiers », situation qui nous prive, outre de notre travail, de tous nos droits, de toute ressource, et nous expose aux expulsions locatives.

Plus gravement, à tout moment, nous risquons d'être arrêtés et expulsés du territoire. L'un d'entre nous a été placé en centre de rétention au printemps, avant d'être finalement libéré ; un autre s'est suicidé à la fin du mois de juillet ; et depuis six semaines, des arrestations et tentatives d'arrestations se sont multipliées, notamment à notre domicile.

25 dossiers de demande de régularisation ont été déposés en préfecture. La balle est dans le camp du Préfet : il a tout pouvoir de réparer l'injustice qui nous est faite par ses services.

Nous demandons la régularisation de notre situation : un titre de séjour avec à nouveau autorisations de travail.

Le Collectif 37 des Travailleurs Sans Papiers

d'ailleurs nous sommes d'ici 37

Depuis des années, nous assistons à une montée du racisme dans un contexte politique marqué par une xénophobie d'état, une stigmatisation des minorités (en fonction de leur « race », origines, religion, sexe ou orientations sexuelles, etc.) et des politiques discriminatoires et répressives. Alors qu'une surenchère de propos discriminatoires et xénophobes s'installe dans le discours politique et se banalise, les conditions de vie ne cessent de se dégrader.

Les attaques contre nos libertés individuelles et collectives se multiplient. Le racisme est un piège qui sert à diviser, maintenir l'exploitation et mieux faire passer la casse de nos acquis sociaux.

Nous exigeons l'abrogation du Code de l'Entrée et du Séjour des Étrangers et du Droit d'Asile (CESEDA), de toutes les lois portant atteinte aux libertés de circulation et d'installation (notamment la loi Besson du 16 juin 2011), et la régularisation de tous les sans papiers.

Les signataires de l'appel local du collectif DNSI37 : LDH 37, NPA 37, Collectif Antiracisme37, RESF 37, Solidaires 37, ATTAC 37, Alternative Libertaire 37, FSU 37, Chrétiens-Migrants.

Soyons nombreux à manifester notre solidarité Samedi 17 décembre de 15H à 19H Place Jean-Jaurès

Les signataires du comité de soutien au collectif des travailleurs sans papiers 37 : Alternative Libertaire 37, Association Chrétiens-Migrants, ATTAC 37, CGT 37, DNSI 37, Collectif Antiracisme 37, FSU37, Ligue des droits de l'Homme 37, NPA 37, RESF 37, SUD-Solidaires 37, PS 37, PCF 37, EE-LV 37, Jean-Patrick Gille - Député d'Indre et Loire.